Liminaire CTL Lundi 13 Janvier 2020 à AMIENS

Une nouvelle fois, la mobilisation ce 9 janvier a été exceptionnelle par son ampleur et son caractère interprofessionnel. Elle s'inscrit dans une mobilisation historique lancée par la grève du 5 décembre 2019.

Cette situation démontre le rejet massif et croissant du projet de réforme des retraites par points, voulu par le gouvernement et refusé par la majorité de la population.

Ne vous y trompez pas, le gouvernement cherche à nous focaliser sur les régimes spéciaux mais cette réforme touche tout le monde, salariés du privé comme du public. Chacun serait concerné et touché, sachant que le gouvernement veut réduire la part consacrée aux retraites alors qu'il y aura davantage de retraités à l'avenir.

Pour nous, fonctionnaires de la DGFIP, c'est l'inconnu qui deviendrait la règle, fini la pension égale à 75 % du traitement indiciaire brut des 6 derniers mois de la carrière.

Cette réforme nous plongerait toutes et tous vers un avenir incertain dès lors que la contrainte budgétaire prévaut à tout autre argument.

Le niveau de liquidation des retraites devrait être établi de façon à ce que la masse des retraites versées ne dépasse pas 14 % du PIB. Les variables d'ajustement seront la modulation à la baisse de la valeur de liquidation du point de service lors de la liquidation de la retraite et l'âge de départ en retraite.

Nous saurons donc ce que nous cotiserons mais pas ce que nous recevrons comme pension !

Dès janvier 2022, l'âge pivot (64 ans) apporterait ses effets négatifs sur le montant de la pension des nouveaux retraités qui décideraient de partir dès l'âge légal (62 ans). L'âge légal serait ainsi contourné et biaisé par un système de décôte (moins 5 % par an).

Les bouleversements sociaux vont toujours à l'encontre des salariés, tous secteurs confondus. Ils traduisent le mépris et surtout le manque d'imagination de nos dirigeants. L'excuse budgétaire prive tout regard envers les ressources susceptibles de pouvoir mieux financer un système plus juste pour tous.

La DGFIP est directement prise pour cible et elle se trouve doublement impactée par les réformes et par les suppressions d'emplois. Comme d'autres administrations où les suppressions s'exercent en silence.

Pour la DISI NORD, nous sommes en tête ! Nous sommes en effet frappés de plein fouet par les suppressions de postes. La DISI NORD apporte un lourd tribu aux saigneurs du service public. La DISI Nord représente, à elle seule, plus de 20 % des suppressions de postes pour les directions spécialisées, soit 3,5 % des suppressions d'emploi si nous rapportons cette saignée à l'ensemble de la DGFIP.

Il sera toujours demandé plus aux agents avec toujours moins de moyens humains. Les objectifs finiront par ne plus être tenables. Hier c'était l'éditique que l'on fermait, aujourd'hui c'est l'ADO, et demain ce sera le tour des autres services. France démantèlement est en marche, car c'est son projet !

A ce titre, nous ne siégeons pas aujourd'hui devant vous. La brutalité des chiffres parle d'elle-même. Solidaires Finances Publiques Disi Nord ne souscrit pas aux projets des suppressions d'emploi mettant en jeu la vie et la carrière des agents de la DGFIP.